

FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire, est estimé à environ EUR 1.300.-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

DONT ACTE

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé, avec le notaire, le présent acte.

(Signé) M. KREMER, R. VOVK, A. MBAPOU, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 05 décembre 2012

Relation : RED/2012/1655

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) T. KIRSCH

POUR EXPEDITION CONFORME,
délivrée à la demande de la société.

Redange-sur-Attert, le 11 décembre 2012

Me Cosita DELVAUX



KERNEL HOLDING S.A.

Société anonyme

Siège Social: L-1331 Luxembourg

65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte

R.C.S. Luxembourg B 109.173

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 30 NOVEMBRE 2012 Numéro 874

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND TWELVE,
ON THE THIRTIETH DAY OF NOVEMBER.

before Maître **Cosita Delvaux**, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of shareholders of the company "**KERNEL HOLDING S.A.**", a *société anonyme* established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (*Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg*) under number B 109.173, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, on 15 June 2005, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 1261 of 24 November 2005, and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed of Maître Joëlle Baden, notary with residence in Luxembourg, on 7 December 2011, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 270 of 1st February 2012.

The meeting is declared open at 4. p.m. with Maître Max Kremer, *Avocat à la Cour*, professionally residing in Luxembourg, in the chair of chairman,

who appointed as secretary Mrs Ruslana Vovk, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting appoints as scrutineer Mrs Aline Mbapou, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The present extraordinary general meeting has been convened by convening notices, containing the agenda and published in accordance with the rules of the law of 24 May 2011 implementing the Directive 2007/36 EC of the European Parliament and of the Council of 11 July 2007 on the exercise of certain rights of shareholders of listed companies in:

- in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 2660 of 30 October 2012;
- in the *Tageblatt* of 30 October 2012;
- on the website of the Luxembourg stock exchange as of 30 October 2012;
- on the website of the Group of the Company (www.kernel.ua) as of 30 October 2012;

as it appears from the copies presented to the meeting.

II. The convening notice has also been posted on the website of the Company and sent by registered mail to the members of the board of directors and the independent auditor on 30 October 2012.

III. The present extraordinary general meeting has the following

AGENDA

1. Acknowledgment of report of the board of directors of the Company with respect to the creation of the authorized capital and granting of a new authorisation to the board of directors of the Company to issue, from time to time, up to three million two hundred seven thousand eight hundred two (3,207,802) new shares without indication of nominal value, hence creation an authorised share capital, excluding the current issued share capital, of an amount of eighty four thousand seven hundred five US Dollars and sixty nine cents (USD 84,705.69) in accordance with the provisions of article 32 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Limitation of the authorisation to a period expiring right after the closing of any public offering of the shares of the corporation, and in any case no later than a term of five (5) years from the date of the publication of the present authorisation in the Luxembourg official gazette (*Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*).

Authorisation to the board of directors to issue such new shares without reserving to the existing shareholders any preferential subscription rights;

2. Amendment of Article 5 of the Articles of Association of the Company pursuant to the increase of an authorised capital;

3. Amendment of Article 9 of the Articles of Association of the Company and insertion of a new Article 15 in order to comply with the principles of corporate governance by both Luxembourg and Warsaw Stock Exchanges;

4. Approval of 10 December as a new date of the Annual General Meeting of Shareholders and the amendment of Article 14.2 of the Articles of Association of the Company;

5. Renumbering of the articles and of the titles of the Articles of Association and cross-references following the insertion of a new Article 15 into the Articles of Association of the Company;

6. Miscellaneous.

lesquelles il estime qu'une action ou une amélioration est nécessaire et en faisant des recommandations quant aux ajustements nécessaires dans son règlement d'ordre intérieur, si nécessaire.

L'on peut exiger de la part du Comité d'Audit qu'il évalue sa propre efficacité lors de la réunion précédant l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

Les auditeurs internes et les réviseurs externes ont libre accès au Comité d'Audit et au conseil d'administration.

15.4 Le conseil d'administration peut créer un Comité distinct de Nomination et de Rémunération. Une fois par an, le conseil d'administration évaluera la nécessité de créer un Comité de Nomination distinct.

La fonction principale du Comité de Nomination et de Rémunération est d'assister le conseil d'administration dans la détermination de critères et de procédures de rémunération pour les administrateurs, d'examiner soigneusement toute rémunération des administrateurs et toute candidature visant une nomination ou un renouvellement de nomination au conseil d'administration.

Les membres du Comité de Nomination et de rémunération élira un président parmi ses membres.»

Cette résolution a été adoptée à une majorité de
42.976.744 votes pour, et
0 votes contre, et
2.040.546 abstentions.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier le point 14.2 de l'article 14. des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«14.2 L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg à l'endroit indiqué sur l'avis de convocation le 10 décembre à 15.00 heures.»

Cette résolution a été adoptée à une majorité de
44.976.744 votes pour et
0 votes contre et
40.546 abstentions.

Cinquième résolution

Suite à la proposition du conseil, l'assemblée générale des actionnaires décide de procéder à la renumérotation des articles et des titres au sein des statuts de la Société suite aux rajouts d'un nouveau titre VI et du nouvel Article 15 dans les statuts de la Société.

Cette résolution a été adoptée à une majorité de
44.976.744 votes pour et
0 votes contre et
40.546 abstentions.

autre société dans laquelle un directeur exécutif (ou administrateur) de la Société est un administrateur indépendant, et n'a pas d'autres relations significatives avec des directeurs exécutifs (ou administrateurs) de la Société en raison de positions détenues dans d'autres sociétés ou entreprises;

- N'ont pas fait partie du conseil d'administration ou du conseil de surveillance en tant qu'administrateurs indépendants (ou membre du conseil de surveillance) durant plus de 12 ans; et

- Ne font pas partie de la proche parenté d'un directeur exécutif ou d'un administrateur.

15.2 La Société adoptera un ensemble de règles relatives au comportement et aux obligations de notification par rapport aux transactions concernant les actions de la Société ou d'autres instruments financiers, effectuées pour compte propre par un plus grand nombre de personnes, y compris par les administrateurs, des personnes investies de responsabilités exécutives et des personnes ayant une étroite relation avec eux, tout comme toute autre personne liée par ces obligations. Jusqu'au moment où ces règles sont émises, tous les directeurs exécutifs qui sont membres du conseil d'administration et les administrateurs indépendants sont soumis aux règlements de la Bourse de Luxembourg et de Varsovie sur les délits d'initiés tels que modifiés de temps en temps.

15.3 Le conseil d'administration peut créer un Comité d'Audit distinct. Le Comité d'Audit sera composé d'au moins trois administrateurs indépendants dont au moins un ayant une expérience d'audit.

Les pouvoirs du Comité d'Audit comprendront :

- Aide à la surveillance de la fiabilité et de l'intégrité de l'information financière donnée par la Société, en particulier en examinant la pertinence et la cohérence des normes comptables appliquées par la société, y compris les critères de consolidation;
- Assistance dans la formulation d'une description des risques spécifiques à la Société tandis que le système respectif de contrôle des risques pour surveiller ces derniers est ultérieurement mis en place par les administrateurs exécutifs de la Société avec une identification et une communication adéquates au conseil d'administration;
- Faire des recommandations concernant le programme de travail de l'auditeur interne, si nécessaire, en outre recevoir des résumés périodiques de ses travaux.

Le Comité d'Audit peut inviter toute autre personne dont il juge la collaboration utile à participer à ses réunions et peut rencontrer toute personne en dehors de la présence de la direction.

Les membres du Comité d'Audit éliront un président parmi leurs membres. Après chaque réunion du Comité d'Audit, le président en fait rapport au conseil d'administration en identifiant les questions pour



IV. That the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been initialled *ne varietur* by the persons appearing.

V. As appears from the attendance list, forty five million seventeen thousand two hundred ninety (45,017,290) shares out of a total of seventy-nine million six hundred eighty-three thousand four hundred and ten (79,683,410) issued shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

VI. That the present meeting, representing more than fifty (50) percent of the share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the meeting begins dealing with the agenda and after deliberation, takes the following resolutions:

FIRST RESOLUTION

The general meeting acknowledges the report of the board of directors of the Company with respect to the creation of the authorized capital and resolves to authorise again the board of directors of the Company to issue, from time to time, as specified below, up to three million two hundred seven thousand eight hundred two (3,207,802) new shares without indication of a nominal value, hence creating an authorised share capital, excluded the current issued share capital, of eighty-four thousand seven hundred five US Dollars and sixty-nine cents (USD 84,705.69) in accordance with the provisions of article 32 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

This authorisation shall be limited to a period to expire right after the closing of any public offering of the shares of the Company, and in any case no later than a term of five (5) years from the date of the publication of the present deed in the Luxembourg official gazette (*Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*).

Upon presentation of the justifying report of the board of directors, pursuant to article 32-3 (5) of the law of August 10, 1915 on commercial companies, the general meeting further resolves that the board of directors is authorised to issue such new shares without reserving to the existing shareholders any preferential subscription rights.

A copy of the above mentioned report of the board of directors of the Company shall remain attached to the present minutes.

This resolution has been adopted by a majority of

39,277,244 votes in favor, and
5,699,500 votes against, and
40,546 votes abstained.

SECOND RESOLUTION

The general meeting of shareholders resolves to amend Article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows: "ARTICLE 5.- The share capital of the Company is set at two million one hundred four thousand one hundred twenty US Dollars and eleven cents (USD 2,104,120.11) divided into seventy-nine million six hundred eighty-three thousand four hundred and ten (79,683,410) shares without indication of a nominal value.

The shares of the company may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares shall be in a bearer or in a registered form.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

The authorised share capital, the current issued share capital excluded, is fixed at eighty-four thousand seven hundred five US Dollars and sixty-nine cents (USD 84,705.69) represented by three million two hundred seven thousand eight hundred two (3,207,802) shares without nominal value.

During a period to expire right after the closing of any public offering of the shares of the Company, and in any case no later than a term of five (5) years from the date of publication of the present deed in the *Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, the board of directors will be and is hereby authorised to issue shares with or without share premium and to grant options to subscribe for shares within the limit of the authorised share capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically to proceed to such issue by suppressing or limiting the existing shareholder's preferential right to subscribe for the new Shares to be issued."

This resolution has been adopted by a majority of

42,777,244 votes in favor,
2,199,500 votes against,
40,546 votes abstained.

THIRD RESOLUTION

The General Meeting resolves to amend Article 9 of the articles of association of the Company and resolves to introduce a new title VI "Corporate Governance" and a new Article 15.

conseil d'administration.

Dans le cas d'un conflit d'intérêt d'un administrateur, étant entendu que le simple fait que l'administrateur soit l'administrateur d'un actionnaire ou d'une société affiliée d'un actionnaire ne sera pas constitutif d'un conflit d'intérêt, il doit informer le conseil d'administration de tout conflit d'intérêt existant ou potentiel et ne pourra pas prendre part au vote mais sera compté dans le quorum. Un administrateur ayant un conflit d'intérêt sur tout point porté à l'ordre du jour doit déclarer ce conflit d'intérêt au président avant que la réunion ne débute.

Tout administrateur ayant dans une transaction soumise pour approbation au conseil d'administration un intérêt personnel opposé à l'intérêt de la société, sera obligé d'informer le conseil et de faire enregistrer cette situation dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra pas prendre part à la réunion, mais il sera compté dans le quorum. A l'assemblée générale suivante, avant toute autre résolution à voter, un rapport spécial devra être fait sur toutes transactions dans lesquelles un des administrateurs peut avoir un intérêt personnel opposé à celui de la société. ».

«TITRE VI. CORPORATE GOVERNANCE

Article 15.

15.1 Conformément à l'annexe II de la Commission Européenne de Recommandation du 15 février 2005 pour évaluer l'indépendance d'un administrateur de la Société, les administrateurs indépendants doivent remplir les critères suivants:

- Ne sont pas directeur exécutif (ou administrateur) de la Société ou d'une société affiliée, et n'ont pas occupé cette position durant les cinq dernières années;
- Ne sont pas des employés de la Société ou d'une société affiliée et n'ont pas occupé cette position durant les trois dernières années ;
- Ne perçoivent pas et n'ont pas perçu de rémunération supplémentaire substantielle de la part de la Société ou d'une société affiliée, excepté une rémunération perçue en tant que réviseur d'entreprises ;
- Ne sont pas ou ne représentent pas de quelque manière que ce soit un actionnaire stratégique détenant une participation de 10% ou davantage ;
- N'ont pas ou n'ont pas eu une relation d'affaires significative durant le précédent exercice financier avec la Société ou une société affiliée, soit directement soit en tant qu'associé, actionnaire, administrateur ou cadre d'une société ayant cette relation;
- Ne sont pas ou n'ont pas été durant les trois dernières années, associé ou un employé ou un ancien réviseur de la présente Société ou d'une société affiliée;
- Ne sont pas des directeurs exécutifs (ou administrateurs) dans une

Recueil des Sociétés et Associations, le conseil d'administration sera et est par la présente autorisé à émettre des actions avec ou sans prime d'émission et à accorder des options portant sur la souscription d'actions dans la limite du capital social autorisé à certaines personnes et aux conditions qu'il jugera appropriées, et plus particulièrement à procéder à cette émission en supprimant ou limitant les droits préférentiels des actionnaires existants de souscrire les nouvelles Actions émises.».

Cette résolution a été adoptée à une majorité de
42.777.244 votes pour et
2.199.500 votes contre et
40546 abstentions.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier l'article 9 des statuts de la Société et d'introduire un nouveau titre VI «*Corporate governance*» et un nouvel article 15.

L'article 9, le nouveau titre VI et le nouvel article 15 auront désormais la teneur suivante :

«**ARTICLE 9.-** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs plus les larges pour passer les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet de la société.

Tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. Le conseil d'administration pourra, notamment:

- une fois par an, préparer et présenter à l'assemblée générale annuelle des actionnaires un rapport annuel sur l'état de la société;
- une fois par an, préparer et présenter à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires un rapport annuel sur l'évaluation de son activité après vérification de sa composition, organisation et de son efficacité en tant que corps collectif;
- étudier et donner son avis sur les sujets devant être résolus par l'assemblée générale des actionnaires ;
- revoir la supervision des contrôles internes et de la fonction d'audit.

Le conseil d'administration peut payer des dividendes intérimaires, en conformité avec les exigences légales.

Avant de publier les comptes annuels de la Société, le conseil d'administration se réunira afin de vérifier les résultats, y compris des sujets liés à la politique générale et à la stratégie de la Société.

Nonobstant toute disposition contraire, tout contrat entre la société et une autre partie doit être à l'avance approuvé par le conseil d'administration, avec au moins un des administrateurs indépendants a s'être prononcé en faveur de cette décision. Les opérations effectuées dans le cours ordinaire des affaires habituelles, dans les conditions normales du marché avec des entités majoritairement détenues par la société ou avec d'autres entités n'ont pas besoin d'être approuvées par le



Article 9, the new Title IV and the new Article 15 shall henceforth read as follows:

“**ARTICLE 9.-** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. In particular, the board of directors shall:

- prepare once a year and present to the annual general meeting of shareholders an annual report on the corporate situation;
- prepare once a year and present to the annual general meeting of shareholders an annual report on the evaluation of its operation after the examination of its composition, its organization and its effectiveness as a collective body;
- review and opine on matters to be resolved by the general meeting of shareholders;
- review of the supervision of internal controls and the audit function.

The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Prior to release of financial statements of the Company, the board of directors shall convene to review the results, including issues relating to the general policy and strategy of the Company.

Notwithstanding any contrary provision, any material agreement between the Company and its related party must be approved in advance by the board of directors, with at least one independent director voting in favour of such resolution. Typical transactions made in the ordinary course of business on arms-length basis with entities majority owned by the corporation or other parties do not need to be approved by the board of directors.

In the case of a conflict of interest of any director, it being understood that the mere fact that the director serves as an officer or a member of governing bodies of a shareholder or of an affiliated corporation of a shareholder shall not constitute a conflict of interest, he must inform the board of directors of any such existing or potential conflict and may not take part in the vote but will be counted in the quorum. A director having a conflict on any item on the agenda must declare this conflict to the chairman before the meeting starts.

Any director having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the board of directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to inform the board of directors thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting, but will be counted in the quorum. At the following general

meeting of shareholders, before any other resolution to be voted on, a special report shall be made on any transactions in which any of the directors may have a personal interest conflicting with that of the Company.”.

“TITLE VI.- CORPORATE GOVERNANCE

ARTICLE 15.- 15.1 In accordance with Annex II of the European Commission Recommendation of 15 February 2005 to assess the independence of a director of the Company, independent directors shall fulfill the following criteria:

- are not an executive director (or manager) of the Company or an associated company, and have not been in such a position over the past five years;

- are not employees of the Company or an associated company, and have not been in such a position during the past three years;

- do not receive, and have not received, significant additional remuneration from the Company or an associated company apart from a fee received as an independent director;

- are not and do not represent in any way a strategic shareholder with a 10 % or greater holding;

- do not have, and have not had within the last financial year, a significant business relationship with the Company or an associated company, either directly or as a partner, shareholder, director or senior employee of a body having such a relationship;

- are not, and have not been during the last three years, a partner or employee of the present or former external auditor of the Company or an associated company;

- are not executive directors (or managers) at another company in which an executive director (or manager) of the Company is an independent director, and do not have other significant links with executive directors (or managers) of the Company due to positions held at other companies or bodies;

- have not served on the board of directors or supervisory board as independent (or supervisory) directors for more than 12 years; and

- are not close family members of an executive director or manager.

15.2 The Company shall adopt a set of rules relating to the behavior and notification obligations in relation to transactions in the Company's shares or other financial instruments carried out for own account by a broader range of persons, including directors, persons bearing executive responsibilities and persons with a close link to them, as well as all other persons bound by these obligations. Until such rules are issued all executive directors which serve as a members of the board of directors and independent directors are subject to Luxembourg Stock Exchange and Warsaw Stock Exchange regulations on the insider dealing, as amended from time to time.

de la Société à émettre le moment venu, comme spécifié ci-dessous jusqu'à trois millions deux cent sept mille huit cent deux (3.207.802) nouvelles actions sans désignation de valeur nominale, créant ainsi un capital social autorisé, excluant l'actuel capital social émis, de quatre-vingt-quatre mille sept cent cinq dollars US et soixante-neuf cents (USD 84.705,69) conformément à l'article 32 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Cette autorisation est limitée à une durée expirant immédiatement après la clôture de toute offre publique des actions de la société et en tout cas durant une période maximum de cinq (5) ans à compter de la publication du présent acte dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association du Luxembourg

Sur présentation du rapport justificatif du conseil d'administration, conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide en outre que le conseil d'administration est autorisé à émettre ces nouvelles actions sans réserver de droits préférentiels de souscription aux actionnaires existants.

Une copie du rapport du conseil d'administration de la Société, mentionné ci-dessus restera annexé à ce procès-verbal.

Cette résolution a été adoptée à une majorité de

39.277.244 votes pour et

5.699.500 votes contre et

40.546 abstentions.

Seconde résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«**ARTICLE 5.** Le capital social de la Société est fixé à deux millions cent quatre mille cent vingt dollars US et onze cents (USD 2.104.120,11) représenté par soixante-dix-neuf millions six cent quatre-vingt-trois mille quatre cent dix (79.683.410) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions de la société pourront être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur.

La société pourra procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Le capital social autorisé, excluant le capital émis actuel, est fixé à quatre-vingt-quatre mille sept cent cinq US dollars et soixante-neuf cents (USD 84.705,69) représenté par trois millions deux cent sept mille huit cent deux (3.207.802) actions sans désignation de valeur nominale.

Pendant une période expirant immédiatement après la clôture de toute offre publique des actions de la Société, et dans tous les cas, limitée à cinq (5) ans à partir de la publication du présent acte dans le Mémorial C,

les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Limitation de l'autorisation à une durée expirant immédiatement après la clôture de toute offre publique des actions de la société et en tout cas durant une période maximum de cinq (5) ans à compter de la publication de la présente autorisation dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du Luxembourg.

Autorisation au conseil d'administration d'émettre ces nouvelles actions sans octroyer des droits de souscription préférentiels aux actionnaires actuels.

2. Modification de l'article 5 des statuts de la Société suite à l'augmentation du capital autorisé ;
3. Modification de l'article 9 des statuts de la société et rajout du nouvel article 15 afin de respecter les dispositions et de la Bourse de Luxembourg et de celle de Varsovie ;
4. Approbation du 10 décembre comme nouvelle date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires et modification de l'article 14.2 des statuts de la Société ;
5. Renumérotation des articles, des titres des statuts et des renvois suite au rajout du nouvel article 15 des statuts de la Société ;
6. Divers.

IV. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée *ne varietur* par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau de l'assemblée générale, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés resteront pareillement annexées au présent procès-verbal après avoir été paraphées *ne varietur* par les comparants.

V Ainsi que cela apparaît sur la liste de présence, quarante-cinq millions dix-sept mille deux cent quatre-vingt-dix (45.017.290) actions sur un nombre total de soixante-dix-neuf millions six cent quatre-vingt-trois mille quatre cent dix (79.683.410) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

VI Que la présente assemblée, représentant plus de cinquante (50) pour cent du capital social, est régulièrement constituée qu'elle peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires prend connaissance du rapport du conseil d'administration de la Société par rapport à la création du capital autorisé et décide d'autoriser à nouveau le conseil d'administration



15.3 The board of directors can establish a separate Audit Committee. The Audit Committee shall be composed of at least three independent directors with at least one with an audit background.

The powers of the Audit Committee shall include:

- assistance in monitoring the reliability and integrity of the financial information provided by the Company, in particular by reviewing the relevance and consistency of the accounting standards applied by the Company, including the consolidation criteria;
- assistance in formulating a description of the risks specific to the Company, while respective system of risk control to monitor the latter is subsequently implemented by the executive managers of the Company with appropriate identification and disclosure to the board of directors;
- make recommendations regarding the internal auditor's work program, if required, in addition to receiving periodic summaries of its work.

The Audit Committee may invite any other person whose collaboration it deems to be advantageous to assist it in its work and to attend its meetings, and to meet with any individual outside the presence of any executives.

The members of the Audit Committee will elect from among its members a chairman. Following each meeting of the Audit Committee, the chairman is required to report to the board of directors identifying the issues in respect of which he considers that action or improvement is called and make recommendations for the necessary adjustments in its internal regulations if required.

The Audit Committee can be required to evaluate its own effectiveness at the meeting preceding the annual general meeting of shareholders.

The internal and external auditors have a free access to the Audit Committee and the board of directors.

15.4 The board of directors can establish a separate Nomination and Remuneration Committee. Once per year the board of directors shall assess the need to establish a separate Nomination Committee.

The primary function of the Nomination and Remuneration Committee is to assist the board of directors in establishing criteria and remuneration procedures for directors, and in considering any remuneration for directors as well as considering any candidate for appointment or reappointment to the board of directors.

The members of the Nomination and Remuneration Committee will elect from among its members a chairman."

This resolution has been adopted by a majority of

42,976,744 votes in favor,

0 votes against,

2,040,546 votes abstained.

FOURTH RESOLUTION

The General Meeting resolves to amend point 14.2 of Article 14 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

"14.2 The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notice on the 10th of December at 3.00 p.m..".

This resolution has been adopted by a majority of
44,976,744 votes in favor,
0 votes against,
40,546 votes abstained.

FIFTH RESOLUTION

The General Meeting, following proposal by the Board resolves to proceed to a renumbering of the articles and titles within the articles of association of the Company further to the insertion of a new Title IV and a new Article 15 into the articles of association of the Company.

This resolution has been adopted by a majority of
44,976,744 votes in favor,
0 votes against,
40,546 votes abstained.

EXPENSES

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about EUR 1.300.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading and interpretation to the appearing persons, the said appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte

L'AN DEUX MILLE DOUZE,
LE TRENTE NOVEMBRE.

par-devant Maître **Cosita Delvaux**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «**KERNEL HOLDING S.A.**», une société anonyme existante sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des

Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.173, constituée suivant acte notarié reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 15 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 24 novembre 2005, numéro 1261,

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 1^{er} février 2012, numéro 270.

L'assemblée générale est ouverte à 16.00 heures sous la présidence de Maître Max Kremer, avocat à la cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mme Ruslana Vovk, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée générale choisit comme scrutateur Mme Aline Mbapou, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que l'avis de convocation a été publié conformément aux dispositions de la loi du 24 mai 2011 transposant la Directive 2007/36 EC du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées dans :

- au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2660 du 30 octobre 2012;
- dans le *Tageblatt* en date du 30 octobre 2012;
- sur la page web de la Bourse à Luxembourg en date du 30 octobre 2012;
- sur la page web du Groupe de la Société (www.kernel.ua) en date du 30 octobre 2012;

tel que cela apparaît sur les copies présentées lors de l'assemblée.

II) Que l'avis de convocation a également été publié sur le site internet de la Société et envoyé par courrier recommandé à tous les membres du conseil d'administration et au réviseur d'entreprises le 30 octobre 2012.

III) Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour:

ORDRE DU JOUR

1. Prise de connaissance du rapport du conseil d'administration en ce qui concerne la création du capital autorisé et octroi d'une nouvelle autorisation au conseil d'administration de la Société d'émettre quelquefois jusqu'à trois millions deux cent sept mille huit cent deux (3.207.802) nouvelles actions sans désignation de valeur nominale, créant ainsi un capital social autorisé, excluant l'actuel capital social émis, de quatre-vingt-quatre mille sept cent cinq dollars US et soixante-neuf cents (USD 84.705,69) conformément à l'article 32 de la loi du 10 août 1915 sur